

Directeur de Publication **Rostant TANE**

Economic Risk MONITOR

Mars-avril 2026

www.mediainelligence.fr

Opportunité d'investissement:

Zéro droit de douane : quand
Pékin ouvre grand ses portes
aux exportateurs africains **P.17**



Focus special

**L'inclusion financière en zone CEMAC:
La révolution silencieuse des fintechs
et les défis de la maturité**

Pp10-11

Éditorial

Crédit photo: MEDIA INTELLIGENCE



Rostant TANE,
CEO MI GROUP

L'économie camerounaise traverse en ce début d'année 2026 une phase de mutation structurelle profonde. Entre ambitions de souveraineté affirmées et impératifs de résilience budgétaire, le pays se trouve à un point d'inflexion majeur où chaque décision stratégique dessine le nouveau visage de notre résilience nationale. Le signal le plus fort de cette période est sans nul doute le retour en force de l'État dans les secteurs névralgiques. La transformation d'ENEO en SOCADEL marque une volonté de reprendre en main notre destin énergétique, malgré un défi financier colossal représenté par un déficit structurel de 13 milliards de FCFA par mois. Cette quête de souveraineté s'accompagne d'une transition institutionnelle notable, avec une révision constitutionnelle introduisant le poste de Vice-Président, préparant l'appareil d'État aux enjeux de demain. Toutefois, ce volontarisme politique se heurte à

une réalité économique complexe, qualifiée de « reprise sous contraintes ». Si la croissance est projetée à 3,3 % et que l'inflation repasse enfin sous la barre des 3 %, les marges de manœuvre s'amenuisent. Le resserrement monétaire de la BEAC et la forte mobilisation de liquidités par l'État (580 milliards de FCFA prévus au deuxième trimestre) font peser un risque réel d'éviction sur le secteur privé, moteur pourtant indispensable de notre diversification. Dans ce contexte, l'ouverture historique du marché chinois avec le « Zéro Droit de Douane » et les avancées sur l'interopérabilité des paiements constituent des poches d'opportunités qu'il convient d'exploiter avec agilité. Cette édition de l'Economic Risk Monitor (ERM) se veut une boussole pour les décideurs, afin de naviguer entre ces vents contraires et transformer les risques identifiés en leviers de croissance durable.

Le signal le plus fort de cette période est sans nul doute le retour en force de l'État dans les secteurs névralgiques...

Directeur de publication: TANE Rostant,
CEO MI GROUP
Rédacteur en chef: VANA ZOKOM Elie,
Consultant Data chez MI GROUP
collecte et Traitement des données: VANA
ZOKOM et DASSI MBOUWE Othniel, Consul-

tant en Veille stratégique chez MI GROUP,
MEFO Carine, consultante en veille stratégique & Documentaliste chez MI GROUP
Infographie et Maquette: NSENGA'A Clément,
infographiste chez MI GROUP
Images et illustrations: Magnific.com

Résumé exécutif

Avec une croissance projetée de 3,3 % pour 2026, le Cameroun évolue dans un régime de reprise fragile. Ce contexte est marqué par de multiples contraintes, bien que l'inflation reflue à 2,9 %, repassant ainsi sous le seuil de convergence de la CEMAC. Le paysage financier montre une résilience certaine, portée par une consolidation dynamique avec l'absorption de Standard Chartered par Access Bank et l'ambition d'Afriland First Bank de porter son capital à 110 milliards de FCFA. Cependant, cette dynamique est menacée par un risque d'effet d'éviction massif dû au programme de mobilisation de 580 milliards de FCFA par l'État sur le marché des titres au deuxième trimestre 2026, ce qui pourrait raréfier le financement pour les PME locales dans un contexte où le taux directeur de la BEAC reste maintenu à un niveau restrictif de 4,75 %.

Sur le plan sectoriel, le retour en force de l'État est illustré par la mutation de ENEO en SOCADEL, entité publique de l'électricité, bien que son déficit mensuel de 13 milliards de FCFA constitue une charge lourde pour le budget national. Le secteur extérieur subit des pressions records avec un déficit commercial de 2 145 milliards de FCFA en 2025 et une chute drastique de 87 % des exportations pétrolières vers les

États-Unis en cinq ans. Si la filière banane affiche un rebond encourageant de 22,4 % en mars 2026, l'agro-industrie reste vulnérable à la volatilité des cours mondiaux du cacao et à la flambée des prix des intrants comme le blé et le soja.

Face à ces défis, des opportunités majeures émergent, notamment grâce à la suppression totale des droits de douane accordée par la Chine pour les pays africains sur l'ensemble de ses lignes tarifaires, ouvrant un accès privilégié pour les produits transformés camerounais vers un marché de 1,4 milliard de consommateurs. Parallèlement, l'accélération de l'interopérabilité des paiements en zone CEMAC, représente un levier essentiel d'inclusion financière digitale dans une région où le Cameroun concentre 44 % des liquidités. Pour naviguer dans cet environnement, il est recommandé aux entreprises de sécuriser leurs lignes de crédit dès à présent et de privilégier l'intégration de fournisseurs locaux pour limiter l'exposition aux chocs extérieurs.

Sommaire

4-6 Faits marquants

8-9 Dynamiques clés observées

13 Situation macro-économique.

14 Analyse sectorielle

Faits marquants

Entre ambitions de souveraineté et impératifs de résilience, voici les points d'inflexion qui dessinent le nouveau visage de l'économie camerounaise.

Secteur d'Activité

Énergie & Hydrocarbures

Faits Marquants & Chiffres Clés

- **Transparence pétrolière** : Suspension de sept distributeurs camerounais pour manquements financiers graves liés au mécanisme de soutien à la raffinerie.
 - **Commerce extérieur** : Chute de 87 % des exportations de pétrole vers les États-Unis en cinq ans.
 - **Souveraineté énergétique** : Renationalisation effective d'ENEO par le rachat des actions du britannique Actis.
 - **Revenus en baisse** : Les recettes pétrolières et gazières affichent un recul de 327,5 milliards de FCFA en 2025.
 - **Relance stratégique** : La SNH envisage la reprise du bloc pétrolier de Zina-Makary (Extrême-Nord), à l'arrêt depuis 2014.
 - **Sécurité des approvisionnements** : Mise en place d'un mécanisme de régulation face aux tensions au Moyen-Orient.
 - La BEAC double le taux de rapatriement des devises des pétroliers et miniers, de 35 % à 70 %
 - **Guerre en Iran** : le Cameroun pourrait engranger 180 milliards FCFA de recettes fiscales supplémentaires en 2026 grâce à la hausse des cours mondiaux.
 - Le Cameroun ouvre le chantier de l'intégration de la filière mine-métallurgie.
-
- **Perspectives de croissance** : Le FMI table sur un taux de 3,30 % pour le Cameroun en 2026.
 - **Inflation** : Retour sous les critères de convergence de la CEMAC avec un taux de 2,9 % en fin février 2026.

Banque, Finances & Macroéconomie

Faits marquants

Banque, Finances & Macroéconomie

- **Marché des titres** : Programme de mobilisation de 580 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2026.
- **Consolidation bancaire** : Access Bank absorbe Standard Chartered (actifs de 14 milliards de FCFA).
- **Masse monétaire** : La circulation fiduciaire en zone CEMAC progresse de 7,3 % ; le Cameroun concentre 44 % des liquidités.
- **Maintien de taux d'intérêt élevés** : La BEAC a maintenu son taux directeur à 4,75 %. Bien que nécessaire pour stabiliser l'inflation, cette politique restrictive renchérit le coût du crédit pour les entreprises et freine l'investissement productif.
- Le FMI alerte sur les fragilités des banques camerounaises face au pari de croissance.
- **Dette publique** : Hausse de 7,8 % de la dette camerounaise sur un an en 2024.
- Fitch maintient le Cameroun à « B » sur fond de dette publique en baisse.
- BGFIBank Cameroun célèbre ses 15 ans d'existence au Cameroun sous fond d'appui à la croissance économique camerounaise.
- Afriland First Bank veut porter son capital à 110 milliards de FCFA pour accompagner son expansion en CEMAC.

Commerce, Logistique & Consommation

- **Filière palmier à huile** : Opalm investit 13 milliards de FCFA à Eséka pour tripler sa capacité de production.
- **Souveraineté alimentaire** : Mobilisation de 98 milliards de FCFA pour la riziculture dans le Nord.
- **Hausse du coût des intrants alimentaires** : Les prix du blé (+15,8 % sur un mois) et du soja (poussée «verticale» à 430,2 USD) sont en forte progression. Cela augmente les coûts pour l'industrie agroalimentaire et l'alimentation animale.

Faits marquants

Socio-Politique & Gouvernance

- **Risque budgétaire** : Le FMI alerte sur le déficit structurel d'ENEO (13 milliards de FCFA/mois) après sa reprise par l'État.
- **Réforme foncière** : Décentralisation de la délivrance des titres fonciers provisoires vers les chefs traditionnels de 3e degré.
- **Démographie** : Lancement du 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), le premier depuis 2005, couplé pour la première fois au recensement de l'Agriculture et de l'Élevage (RGAE).
- **Révision constitutionnelle** : Le Parlement camerounais a adopté une révision constitutionnelle majeure introduisant le poste de vice-président, nommé par le chef de l'État.
- **Gouvernance institutionnelle** : Le paysage législatif national entame un nouveau cycle avec l'élection des nouveaux titulaires à la présidence du Sénat et de l'Assemblée nationale, marquant ainsi un tournant dans la direction des deux chambres du Parlement.
- **Électricité** : Par décret présidentiel, ENEO devient SOCADEL, société à capital public d'une valeur de 43,9 milliards de FCFA.
- **Titres publics** : L'État prévoit de mobiliser 580 milliards de FCFA sur le marché financier au 2e trimestre 2026 via OTA et BTA. Une telle sollicitation risque de raréfier la liquidité disponible pour financer les entreprises locales.

Télécommunications & Numérique

- **Lutte contre la fraude** : Réforme de la réglementation européenne relative aux transferts de déchets pour limiter les exportations illicites des appareils électroniques.
- **Législation douanière** : Mise en œuvre du nouveau mécanisme de collecte électronique des droits et taxes de douane à l'importation des téléphones portables, tablettes et autres terminaux mobiles.

Tourisme & Transport

- **Investissement majeur** : Projet de 500 milliards de FCFA pour un méga-village écotouristique à Limbé.
- **Visite du pape Léon XIV** : Remise en activité de l'aéroport de Bamenda.



17 ans qu'ils nous
font confiance...



et bien plus encore ...

Dynamiques clés observées

Crédit photo: MEDIA INTELLIGENCE

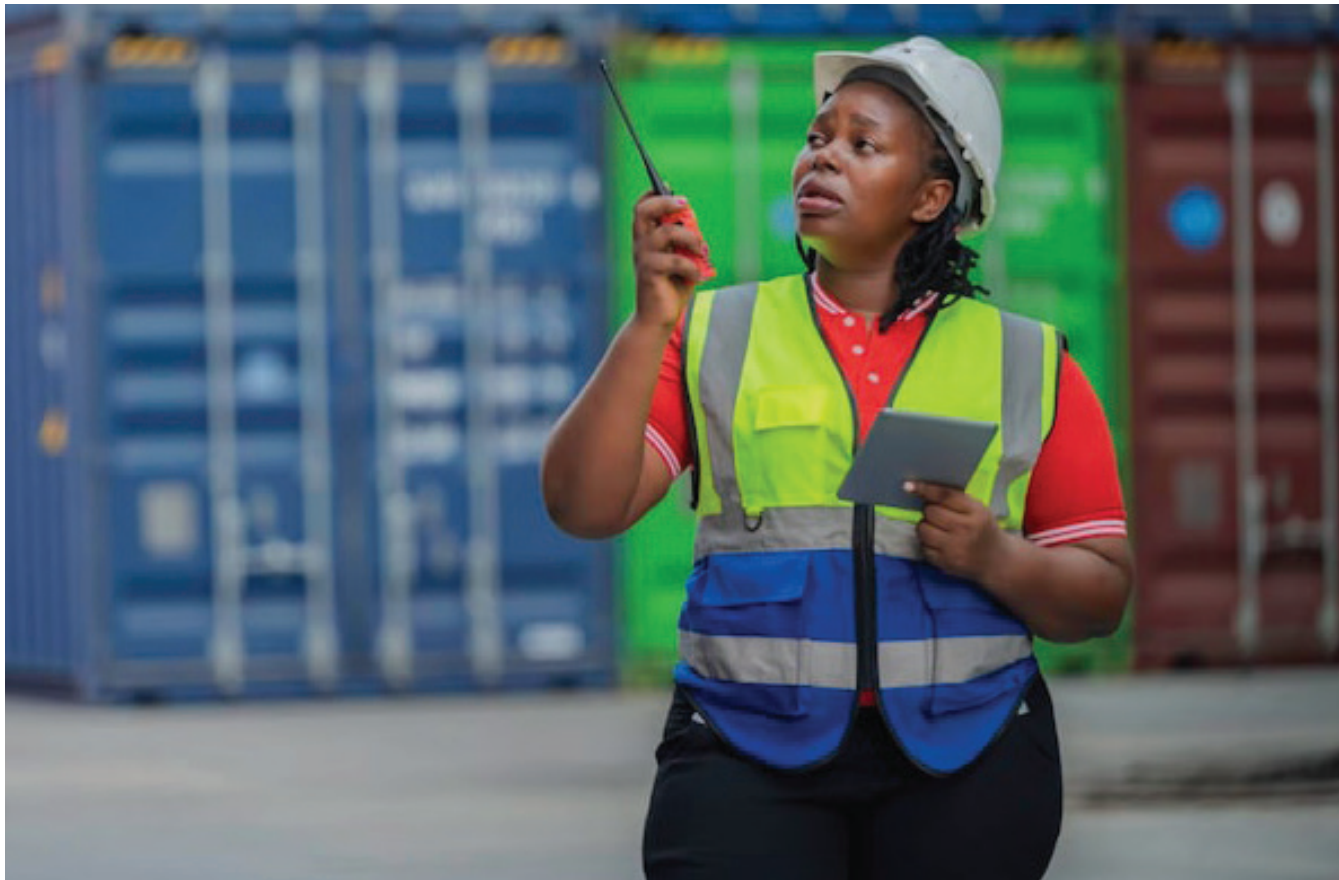
L'environnement des affaires au Cameroun traverse une phase de mutation structurelle. Entre renationalisation stratégique, réformes institutionnelles majeures et pressions inflationnistes mondiales, le pays cherche un équilibre entre souveraineté économique et discipline budgétaire.

Crédit photo: Magnific.com

Politique (P) : Souveraineté et Transition Institutionnelle

Le paysage politique est marqué par un renforcement de l'autorité de l'État sur les secteurs stratégiques et une préparation de l'appareil institutionnel.

Souveraineté énergétique : La transformation



d'ENEO en SOCADEL (société à capital public) marque le retour en force de l'État dans la gestion de l'électricité, malgré un déficit structurel de 13 milliards de FCFA par mois qui pèse sur les finances publiques.

Révision Constitutionnelle : L'introduction du poste de Vice-Président et le renouvellement des têtes au Sénat et à l'Assemblée nationale

dessinent les contours d'une nouvelle ère de gouvernance.

Géopolitique mondiale : Les tensions au Moyen-Orient (Iran) agissent comme une arme à double tranchant : elles menacent les chaînes d'approvisionnement mais pourraient générer 180 milliards de FCFA de recettes fiscales additionnelles via la hausse des cours du brut.

Dynamiques clés observées

Crédit photo: MEDIA INTELLIGENCE

Économique (E) : Entre Croissance Modérée et Resserrement Monétaire

Le Cameroun affiche une résilience notable, mais les marges de manœuvre s'amenuisent.

Indicateurs Mixtes : Une croissance projetée à 3,30 % et une inflation maîtrisée à 2,9 % (sous les critères de la CEMAC). Cependant, le maintien du taux directeur de la BEAC à 4,75 % freine l'investissement privé.

Pression sur la Liquidité : L'État prévoit de mobiliser 580 milliards de FCFA au T2-2026. Cette forte sollicitation du marché local risque de provoquer un effet d'éviction pour le secteur privé.

Commerce Extérieur : Le déficit commercial atteint un record de 2 145 milliards de FCFA. La chute de 87 % des exportations de pétrole vers les USA souligne la nécessité urgente de diversifier les partenaires et les produits d'exportation.

Socio-Démographique (S) : Recensement et Pouvoir d'Achat

Le volet social est dominé par une volonté de mieux connaître la population pour mieux planifier.

Données Stratégiques : Le lancement du 4ème RGPH (couplé au recensement agricole) est crucial pour ajuster les politiques publiques, le dernier datant de 2005.

Insécurité Alimentaire : La poussée «verticale» des prix du blé et du soja impacte directement le panier de la ménagère et les coûts de l'agro-industrie, accentuant le risque social malgré les efforts de souveraineté rizicole (98

milliards de FCFA engagés dans le Nord).

Technologique (T) : Formalisation et Économie Numérique

La technologie devient un levier de collecte fiscale et de régulation.

Numérisation Douanière : La mise en œuvre du mécanisme électronique de collecte des droits sur les terminaux mobiles vise à capter des recettes jusqu'ici informelles.

Défis Électroniques : L'alignement sur les normes européennes concernant les déchets électroniques impose une montée en gamme



technologique pour les importateurs et les acteurs du recyclage.

Environnemental (É) : Écotourisme et Risques Climatiques

L'écologie oscille entre opportunités de développement et menaces sur les récoltes.

Potentiel Touristique : Le projet de méga-village écotouristique à Limbé (500 milliards de FCFA) témoigne d'une volonté de valoriser le patrimoine naturel.

Vulnérabilité Agricole : La filière bananière subit de plein fouet les aléas climatiques (et sécuritaires), avec des baisses de production temporaires, rappelant la dépendance du PIB aux conditions météorologiques.

Légal (L) : Resserrement de la Conformité

Le cadre réglementaire se durcit pour protéger les réserves de change et fluidifier le foncier.

Réglementation des Changes : Le doublement du taux de rapatriement des devises (70 %) pour les secteurs pétroliers et miniers par la BEAC impose une gestion de trésorerie plus rigoureuse aux multinationales.

Décentralisation Foncière : La délivrance des titres provisoires par les chefs de 3e degré est une réforme majeure visant à réduire les goulots d'étranglement administratifs et à encourager l'investissement local.

L'inclusion financière en zone CEMAC : La révolution silencieuse des fintechs et les défis de la maturité

Le Changement de Paradigme de la Monnaie électronique

Longtemps caractérisée par un taux de bancarisation strict particulièrement faible (12% en 2021), la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) traverse une transformation accélérée de son écosystème de paiements. Ce basculement n'est plus seulement technique ; il est devenu un levier macroéconomique majeur de l'inclusion financière. Au cœur de cette dynamique, les services de paiement électronique, principalement adossés aux comptes de paiement mobiles (mobile money), s'imposent comme le moteur principal de la dématérialisation des flux, de la réduction de l'usage du numéraire et de la démocratisation de l'accès aux services financiers.

L'année 2024 a marqué un tournant historique avec des indicateurs en forte progression à l'échelle régionale. La CEMAC a vu sa base de comptes de paiement mobile grimper à plus de 51 millions de comptes ouverts, soit un bond spectaculaire de +28 % par rapport à la période précédente. Au total, l'écosystème a enregistré plus de 3,74 milliards de transactions électroniques, représentant une valeur globale de 31 788 milliards de FCFA. L'encours de la monnaie électronique qui reflète les fonds directement conservés par les utilisateurs (porteurs et distributeurs) sur leurs portefeuilles nu-

mériques a bondi de +56,77 % en un an (contre +21,69 % en 2023). Cette progression spectaculaire traduit une confiance structurelle accrue des

populations envers la monnaie digitale, désormais perçue comme une réserve de valeur fiable pour les échanges quotidiens.



Focus spécial

Dans cette cartographie régionale, le Cameroun réaffirme sa position de locomotive incontestée de la sous-région. Le pays concentre à lui seul 65,10 % du volume global des transactions de la zone CEMAC (soit 2,55 milliards d'opérations) et capte 56,95 % de la valeur totale injectée dans les systèmes, soit 104 198,12 milliards de FCFA. Le Congo se positionne en deuxième place en nombre de transactions (22,76 %), tandis que le Gabon maintient son rang de deuxième marché en valeur (17,49 %).

A. L'Apport des Fintechs : Des Canaux de Distribution aux Architectes de la Valeur

Si les grands opérateurs de télécommunications et leurs banques partenaires fournissent l'infrastructure de base, la véritable accélération de l'usage est l'œuvre des Fintechs. Historiquement perçues comme de simples intermédiaires techniques, elles agissent aujourd'hui comme des architectes d'éco-

systèmes à travers trois contributions majeures : L'agrégation et la diversification sectorielle : Le dynamisme des Fintechs s'illustre par leur rôle d'agrégateurs de paiement, créant des ponts entre les infrastructures et les usages du quotidien. Elles ont permis l'extension de la monnaie électronique vers le paiement de services publics complexes : impôts et taxes, frais de scolarité, enrôlement des titres d'identité ou encore achat de billets d'avion.

La requalification du Paiement Marchand : En 2024, les paiements marchands de biens et services ont atteint 3 072 milliards de FCFA pour 1,498 milliard d'opérations. Bien que l'achat de crédit téléphonique représente encore la part du lion avec 65 % du volume global des transactions marchandes, on assiste à une démocratisation des autres formes d'achats. Fait marquant, la valeur moyenne des transactions marchandes (hors crédit telco) a chuté de 47,47 %, s'établissant à 4 073 FCFA en 2024 contre 7 752 FCFA en 2023. Loin d'indiquer un déclin, cette baisse de la valeur moyenne témoigne de

la généralisation du paiement électronique pour les micro-dépenses du quotidien, signe d'une intégration profonde de l'outil digital dans les habitudes de consommation des populations.

Les services financiers embarqués (Crédit & International) : L'innovation majeure des Fintechs réside dans leur capacité à valoriser les données transactionnelles pour proposer, via l'intelligence artificielle et des algorithmes de notation (scoring), des micro-crédits instantanés. Ce modèle repose sur une synergie étroite : les banques traditionnelles apportent le financement et la gestion du risque réglementaire, tandis que les établissements de paiement et les Fintechs mettent à disposition leurs bases clients et la capillarité de leurs réseaux de distribution. En 2024, ce segment a vu l'octroi de 897 021 microcrédits pour un montant global de 14,45 milliards de FCFA (soit un crédit moyen de 16 114 FCFA), matérialisant une inclusion financière de second niveau, au-delà du simple stockage de fonds. Parallèlement, l'intégration des corridors de transfert internationaux directs (Cash-to-Wallet) permet de recevoir des fonds de la diaspora directement sur son mobile, contournant le modèle coûteux des agences physiques.

B. Le Trompe-l'œil des Chiffres et la Réalité du Cash

Un esprit d'analyse affûté exige de dépasser l'euphorie des chiffres globaux pour en déceler les limites structurelles. La croissance de l'écosystème de la CEMAC doit être interprétée avec une réelle



prudence pour plusieurs raisons fondamentales :

- *Le biais méthodologique de la multi-détention : Plus de 51 millions de comptes ne signifie pas que 51 millions de citoyens sont inclus financièrement. La détermination de la population réelle touchée reste complexe en raison du phénomène de multi-SIM ou multi-détention : un même utilisateur possède fréquemment deux à trois portefeuilles électroniques (Orange, MTN, Wave, etc.) pour optimiser les tarifs ou pallier les pannes de réseau, ce qui génère d'importants doublons statistiques. À l'inverse, une masse critique d'utilisateurs non-inscrits réalise des opérations de dépôt ou de retrait ponctuelles en utilisant les comptes tiers des agents de distribution.*

- *L'illusion de la capillarité des réseaux : Le nombre de points de service déclarés dans la sous-région a franchi le cap des 634 000 en 2024. Cependant, ce chiffre est un indicateur surévalué. Dans la réalité du terrain, un même agent de quartier ou «call-box» est déclaré simultanément comme distributeur ou accepteur par plusieurs émetteurs de monnaie, multipliant artificiellement les données consolidées des autorités de contrôle.*

- *La persistance hégémonique du Cash : L'écosystème affiche certes un dynamisme bouillonnant, mais le marché camerounais n'affiche encore qu'environ 20 % de sa maturité digitale potentielle. Pour preuve, près de 10 000 milliards de FCFA en*

monnaie fiduciaire circulent hors des circuits numériques rien qu'au Cameroun. Le «Cash» reste le roi incontesté de l'économie informelle. Les Guichets Automatiques de Billets (GAB) demeurent d'ailleurs un canal ultra-privilégié, voyant leurs volumes et valeurs de retrait progresser, ce qui prouve que l'argent mobile sert encore massivement de passerelle pour obtenir des espèces plutôt que de moyen de paiement final.

C. Perspectives et Risques Économiques : L'Impératif de la Synergie

La transformation de l'écosystème financier à l'horizon 2030 repose désormais sur une transition majeure : passer de la logique de silo à la logique de chaîne de valeur.

1. Le Piège de la Concurrence en Silo

Le grand défi des cinq prochaines années ne réside plus dans la technologie, qui est aujourd'hui mature, éprouvée et accessible. Le principal point de blocage est comportemental et stratégique. Tant que les acteurs traditionnels (banques, microfinances) et les nouveaux entrants (Fintechs, opérateurs télécoms, MTO) s'affronteront en silos fermés, la croissance de l'écosystème global stagnera. Penser la fintech contre la banque ou le mobile money contre le courtier international est

une erreur stratégique. La valeur réside dans la synergie et la complémentarité des infrastructures. L'interopérabilité complète (technique et commerciale) soutenue par le réseau GIMACPAY et le système de télécompensation de la BEAC (SYSTAC) est indispensable pour capter les flux informels volumineux qui échappent encore au secteur réglementé.

2. L'Évolution Réglementaire et l'Équilibre Fiscal

La BEAC affiche une posture claire dans son plan stratégique 2026-2030 : garantir l'inclusion financière par des services abordables tout en durcissant la régulation pour protéger les consommateurs et surveiller les fintechs. L'émergence d'un sandbox (bac à sable) réglementaire au niveau de la COBAC est vivement attendue pour tester les innovations financières sans rompre la stabilité systémique.

De plus, un arbitrage fiscal rigoureux s'impose aux gouvernements de la zone (à l'instar des discussions menées sur la taxation des paiements mobiles). Une fiscalité punitive sur les transactions électroniques naissantes risquerait de provoquer un retour massif des populations vers le cash informel, annihilant les efforts de traçabilité des flux financiers et d'inclusion sociale menés jusqu'ici.

Situation macro-économique.

L'économie camerounaise évolue dans un régime de reprise fragile sous contraintes multiples. La croissance projetée à 3,3 % reste insuffisante pour absorber les pressions sociales, tandis que le déficit courant se creuse et la dette publique progresse plus vite que le PIB. L'inflation revient dans les clous

de la CEMAC (2,9 %), mais la pression sur les prix alimentaires constitue une menace à ne pas négliger. Le Cameroun concentre 44 % des liquidités de la zone CEMAC, ce qui témoigne d'un poids économique régional significatif mais aussi d'une responsabilité systémique accrue. La coexistence de signaux

contradictoire ambitions de souveraineté énergétique et agricole d'un côté, fragilité financière et dépendance aux hydrocarbures de l'autre définit l'équilibre précaire du moment.

3,3 %

Croissance PIB projetée 2026
(FMI)
Fragile mais positive

- 2 145 Mds

Déficit commercial 2025 (FCFA)
+23 % en un an

2,9 %

Inflation - fév. 2026
Sous le seuil CEMAC

- 4,9 %

Déficit courant / PIB 2026
vs - 2,6 % en 2024

+7,8 %

Hausse dette publique 2024
Note Fitch « B »

4,75 %

Taux directeur BEAC
= Maintenu - crédit coûteux

- 327,5 Mds

Recettes pétrolières 2025
(FCFA)
- 87 % exports USA en 5 ans

580 Mds

Mobilisation marché T2 2026 (FCFA)
Risque d'éviction privé

Tableau de bord Mars - Avril 2026.

Analyse sectorielle

Crédit photo: Magnific.com

Banque et finance

Entre Résilience et Pressions Structurelles.



Le paysage financier affiche une résilience macroéconomique encourageante, marquée par une croissance projetée à 3,3 % par le FMI et une inflation maîtrisée à 2,9 %, repassant enfin sous le seuil de convergence de la CEMAC. Cette stabilité est soutenue par une consolidation dynamique du secteur bancaire : l'absorption de Standard Chartered par Access Bank et les ambitions d'Afriland First Bank visant un capital de 110 milliards de FCFA témoignent d'une volonté locale de bâtir des champions financiers capables de soutenir l'expansion régionale. Cependant, cette dynamique positive est contrebalancée par des risques de tensions sur la liquidité. Le maintien du taux directeur de la BEAC à 4,75 % rend le crédit coûteux, freinant l'élan productif des entreprises. Parallèlement, le programme massif de mobilisation de 580 milliards de FCFA par

l'État sur le marché des titres au deuxième trimestre 2026 fait craindre un effet d'éviction majeur ; en drainant les liquidités disponibles, le secteur public risque de raréfier le financement pour les PME locales. Si la note « B » de Fitch confirme une certaine tenue de la signature camerounaise, la hausse de la dette publique à +7,8 % et la concentration du secteur bancaire créent un risque systémique qu'il faudra surveiller activement pour éviter une spirale d'endettement limitant durablement l'espace budgétaire futur.

Commerce et consommation

Une balance commerciale sous forte pression.



Le Cameroun entre dans une phase de tension commerciale plus marquée, avec un déficit commercial record de 2 145 milliards de FCFA en 2025 et un déficit courant attendu à 4,9% du PIB en 2026, contre 2,6% en 2024. Cette dégradation reflète une fragilité structurelle de la balance extérieure, accentuée par la baisse des revenus d'exportation et la dépendance persistante aux importations.

Dans le même temps, la chute du cacao à 1 640,45 USD / Tonne en mars 2026, la hausse du blé de 15,8% en un mois et la poussée du soja à 430,2 USD rappellent que les filières d'exportation comme les chaînes d'approvisionnement alimentaires restent très exposées à la volatilité des marchés mondiaux. La filière bananière montre toutefois qu'un rebond reste possible, avec une hausse de 22,4% des exportations en mars après un recul de 5 000 tonnes en début d'année, signe d'une capacité de résilience à renforcer. La baisse de 87% des exportations pétrolières vers les États-Unis en cinq ans confirme enfin l'érosion progressive de certains débouchés traditionnels, ce qui pousse le pays à accélérer sa diversification. À long terme, l'enjeu n'est donc pas seulement de corriger le déficit commercial, mais de reconstruire une base exportatrice plus large, plus compétitive et moins dépendante des cycles de quelques produits clés.

Analyse sectorielle

Crédit photo: Magnific.com

Énergie et Hydrocarbures

Souveraineté Affirmée et Pressions Budgétaires.



Le secteur énergétique quant à lui traverse une phase de mutation profonde, marquée par une reprise en main étatique forte et des opportunités géopolitiques contrastées. La renationalisation d'ENEO, désormais SOCADEL (société à capitaux public de 43,9 milliards de FCFA), et le projet de relance du bloc pétrolier de Zina-Makary (Logone et Chari, Région de l'Extrême-Nord) illustrent une volonté de souveraineté énergétique accrue. Cette dynamique est soutenue par un contexte mondial volatil où les tensions en Iran pourraient générer une plus-value de 180 milliards de FCFA en 2026, tandis que le doublement du taux de rapatriement des devises à 70 % par la BEAC renforce significativement les réserves nationales. Le secteur se trouve à la croisée des chemins. La réussite de la transition vers SOCADEL et la gestion du déclin pétrolier structureront la résilience budgétaire du Cameroun face aux chocs énergétiques futurs.

Agro-industrie et Marché Alimentaire

En marche, mais sous pression.

Le secteur affiche une dynamique encourageante, portée par plusieurs investissements structurants. À Eséka, Opalm engage 13 milliards de FCFA pour tripler sa capacité de production de palmier à huile, tandis que 98 milliards de FCFA sont mobilisés pour soutenir la riziculture dans le Nord, dans une logique de souveraineté alimentaire et de substitution aux importations. Dans le même temps, la filière banane montre une certaine résilience, avec un rebond de 22,4% des exportations en mars 2026 après un recul initial de 5 000 tonnes, ce qui confirme le potentiel de redressement de certaines chaînes de valeur agricoles. Mais derrière ces signaux positifs, plusieurs risques demeurent. La flambée du blé (+15,8%) et du soja (430,2 USD) renchérit les coûts de production et fragilise la sécurité alimentaire des ménages. Enfin, la chute du cacao à 1 640,45 USD en mars 2026 rappelle que les recettes d'exportation restent exposées à la volatilité des marchés mondiaux, malgré les efforts de diversification engagés.



Télécommunications et Numérique

Entre velléités fiscales et retard stratégique.



Le secteur numérique camerounais donne en ce début 2026 l'image d'un chantier mal orienté. Les deux signaux dominants de la période la relance des réformes douanières sur les appareils électroniques et le renforcement des droits sur les téléphones traduisent une posture essentiellement fiscale de l'État, davantage préoccupé par la restauration de ses recettes que par la construction d'un écosystème digital structuré. Cette approche, si elle peut à court terme réduire les exportations illicites d'équipements,

Analyse sectorielle

Crédit photo: Magnific.com

comporte un risque sérieux : celui d'alimenter les circuits informels de contrebande plutôt que d'élargir durablement la base fiscale, manquant ainsi l'objectif sur les deux tableaux. Sur le front industriel, l'ouverture du chantier d'intégration mine-métallurgie constitue un signal d'ambition à surveiller. L'amorce d'une filière à plus haute valeur ajoutée est en soi une rupture positive avec la logique extractive brute qui prévaut depuis des décennies. Toutefois, tant que cette intégration reste au stade des déclarations sans calendrier ni investissement industriel concret, le risque de stagnation dans le rôle de simple fournisseur de matières premières demeure entier.

La note d'espoir vient du secteur des paiements. L'initiative portée par des structures comme Maviance PLC autour de l'interopérabilité des paiements en zone CEMAC représente un levier réel d'inclusion financière digitale. Si le cadre réglementaire accompagne cette dynamique, le Cameroun dispose d'un avantage comparatif pour s'imposer comme hub FinTech de l'Afrique centrale un potentiel encore sous-exploité mais tangible.

Transport et Logistique.

Le Cameroun confirme son rôle de carrefour logistique en Afrique centrale, avec un trafic en transit qui a franchi 500 000 tonnes au premier trimestre 2026 au port de Douala, un niveau record pour la sous-région. Ce dynamisme est renforcé par l'annonce d'un projet de 500 milliards de FCFA pour un méga-village écotouristique à Limbé, ainsi que par la remise en activité de l'aéroport de Bamenda à l'occasion de la visite du



pape Léon XIV, autant de signaux d'investissement et de relance des infrastructures.

Mais cette performance reste exposée à plusieurs fragilités. La logistique d'exportation, notamment dans la filière bananière, demeure sous pression à cause des défis sécuritaires dans les zones de production du NOSO, ce qui fragilise la fluidité des chaînes d'approvisionnement. À long terme, la dépendance croissante au seul corridor de Douala expose le pays et ses partenaires enclavés à tout incident portuaire ou perturbation sociale, tandis que le développement du trafic n'est pas encore pleinement soutenu par des infrastructures routières et ferroviaires à la hauteur. L'enjeu est donc double : consolider l'essor du port de Douala comme hub régional prometteur, tout en réduisant les vulnérabilités liées à l'insécurité et aux goulots d'étranglement logistiques.

Economic Risk MONITOR

Mars-avril 2026

Magazine spécialisé d'intelligence économique

Espaces publicitaires disponibles



+237 677431013
+237 697183399



Analyse des risques économiques

Afin d'offrir une visibilité claire aux investisseurs et aux gestionnaires, nous pouvons décliner les vulnérabilités identifiées plus haut selon horizons critiques : les risques immédiats, exigeant une agilité opérationnelle ; les risques intermédiaires, liés aux transitions budgétaires et sectorielles ; et enfin les risques structurels, qui questionnent la viabilité du modèle de croissance à long terme du pays.

Risques Immédiats (0 - 6 mois) : Liquidité et Flux.

- **Effet d'éviction massif** : La mobilisation de 580 milliards de FCFA par l'État au T2 2026 risque d'assécher la liquidité bancaire, privant les PME de financements critiques.
- **Ruptures de la chaîne énergétique** : La suspension de 7 distributeurs pétroliers crée un risque immédiat de tensions d'approvisionnement et de spéculation sur les prix à la pompe.
- **Choc de revenu rural** : L'effondrement des cours du cacao (1 640 USD) impacte directement le pouvoir d'achat des producteurs et dégrade la balance commerciale courante.

Risques Intermédiaires (6 - 12 mois) : Budgétaire et Transition.



- **Déséquilibre ENEO (actuel Socadel)** : Le déficit structurel de 11 milliards de FCFA/mois constitue une charge morte pour le budget de l'État, réduisant les marges de manœuvre pour l'investissement public.
- **Persistance du coût du capital** : Le maintien du taux directeur de la BEAC à 4,75 % renchérit durablement le service de la dette et freine les projets de transformation industrielle.
- **Insécurité Logistique** : La volatilité des exportations (banane) due aux crises sécuritaires (NOSO) fragilise la fiabilité du corridor de Douala et les revenus d'exportation.

Risques Structurels (+ 12 mois) : Soutenabilité et Modèle de croissance.

- **Divergence Dette/Croissance** : Avec une dette progressant à +7,8 % face à une croissance de 3,3 %, le pays s'expose à un risque de solvabilité à long terme et à une dégradation de sa notation souveraine.
- **Déclin de la rente pétrolière** : La chute de 87 % des exportations vers les USA en 5 ans confirme la fin du cycle pétrolier comme moteur principal, imposant une transition vers l'industrie minière encore embryonnaire.
- **Vulnérabilité Climatique** : L'absence d'infrastructures d'irrigation et de résilience expose durablement le pilier agro-industriel (cacao, banane, coton) aux aléas météorologiques extrêmes.



Opportunité d'investissement :
Zéro droit de douane : quand
Pékin ouvre grand ses portes
aux exportateurs africains

Cap sur l'Empire du Milieu : Le «Made in Cameroon» à l'assaut de 1,4 milliard de consommateurs

L'annonce est historique : dans le cadre du renforcement de la coopération FOCAC (Forum sur la Coopération Afrique-Chine), la Chine a accordé au Cameroun une suppression totale des droits de douane sur 100 % de ses lignes tarifaires. Pour nos exportateurs, cela signifie un accès « Duty-Free, Quota-Free » au plus grand marché du monde.

Pourquoi c'est un «Game Changer» ?

Jusqu'ici, l'essentiel de nos échanges vers la Chine portait sur des matières premières brutes (bois, pétrole, coton). Cette mesure cible désormais les produits finis et transformés.

- **Compétitivité-Prix** : Une suppression des droits de douane de l'ordre de 10 % à 35 % (selon les produits) offre un avantage comparatif immédiat face aux concurrents d'Asie du Sud-Est ou d'Amérique Latine.
- **Valorisation Locale** : L'opportunité ne réside plus dans l'exportation du grain, mais dans celle de la valeur ajoutée.

Les 3 filières niches pour 2026

1. L'Agro-industrie de niche (Specialty Foods)

La classe moyenne chinoise est friande de produits exotiques certifiés.

- **Poivre de Penja transformé** : Moulu, conditionné en packaging premium.
- **Cacao & Café** : Beurre de cacao, poudre de cacao et cafés de spécialité torréfiés localement.
- **Miel et Epices** : Produits à forte identité territoriale (IGP).

2. La Cosmétique Naturelle (Bio-Beauty)

Le segment «Clean Beauty» explose en Chine. Beurre de Karité et Huiles Essentielles : Produits finis (crèmes, sérums) utilisant des actifs typiquement camerounais.

Savonnerie artisanale de luxe : Valorisant les huiles végétales locales.

3. La transformation du bois (Ameublement & Design)

Alors que l'exportation de grumes est restreinte, la Chine ouvre ses portes aux produits finis.

• **Parquets et objets de décoration** : Le savoir-faire des artisans camerounais sur les essences précieuses peut trouver un débouché massif dans l'immobilier de luxe chinois.

• Le revers de la médaille : Les barrières non-tarifaires

Si la douane est à 0 %, les exigences de qualité et de normes (SPS - Mesures Sanitaires et Phytosanitaires) restent strictes.

• **Le conseil de l'ERM** : Investir dans la certification (ISO, Bio, HACCP) et le packaging est la condition sine qua non pour transformer cette suppression de taxes en succès commercial réel.

Recommandation Stratégique

Pour les investisseurs, l'opportunité réside dans la création de Joint-Ventures avec des partenaires chinois déjà implantés au Cameroun. Ces derniers maîtrisent les réseaux de distribution en Chine («Last Mile Delivery»), tandis que le partenaire camerounais garantit l'accès à la matière première et à la transformation locale de qualité.

Discutons de votre projet

Nos équipes sont disponibles pour construire un dispositif sur-mesure adapté à vos enjeux stratégiques.



MEDIA INTELLIGENCE Cameroun

Yaoundé : Elig-Essono
Immeuble SCB, face Entrée de la Gare
Douala : Akwa, face Hôtel Le NDE
+237 677 431 013 / +237 6 97 18 33 99
info@mediaintelligence.fr
www.mediaintelligence.fr

Kinshasa (RDC) — Bureau associé